

# «La démocratie ne nous est pas donnée»

**DIPLOMATIE** La semaine passée, le président de la Confédération Ignazio Cassis a pu se rendre compte de l'impact de la guerre en se rendant en Ukraine. Il revient sur ce voyage

PROPOS RECUEILLIS  
PAR DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN

Le président de la Confédération, Ignazio Cassis, était à Berlin, ce mardi, pour participer à la conférence internationale d'experts sur la reconstruction de l'Ukraine. Quelques jours plus tôt, il s'était rendu à Kiev, pour y rencontrer son homologue Volodymyr Zelensky. Retour sur ce voyage surprise en zone de guerre.

**Monsieur le Président, vous étiez la semaine dernière en Ukraine. Que peut faire la Suisse de plus pour aider l'Ukraine?** Intensifier notre aide humanitaire. Nous avons déjà doublé notre contribution au cours des douze derniers mois et pour 2023. Nous avons soutenu l'Ukraine à hauteur de plus de 100 millions de francs cette année. Ceci n'est qu'une goutte dans l'océan des besoins de l'Ukraine. Bien entendu, nous ne sommes pas seuls. Il y a toute la communauté internationale qui apporte son soutien. La Suisse doit jouer un rôle fort. Nous sommes réputés pour notre tradition humanitaire. L'argent que nous ne dépensons pas pour envoyer des armes, en raison de notre neutralité, nous l'investissons dans notre aide humanitaire. Une aide qui permet également de réduire la pression migratoire vers l'Europe et la Suisse.

**Que vous a demandé le président Volodymyr Zelensky? Qu'attend-il de la Suisse?** Il demande à la Suisse un engagement plus important sur le plan humanitaire. Il s'agit de réparer 35% du réseau électrique qui est détruit. La Russie est en train de démolir de manière ciblée l'infrastructure nécessaire à la population pour survivre. Il nous demande aussi de fournir un maximum de soutien sur place pour que les gens puissent survivre à l'hiver, pour qu'ils ne fuient pas et pour que ceux qui sont déjà partis puissent revenir. Nous avons parlé des besoins dans l'immédiat, des défis qui nous attendent ces prochaines semaines, tout en ayant une vision à plus long terme.

**Quelles ont été vos impressions sur place?** Ce voyage a eu lieu un an après ma précédente visite. C'était alors une autre Ukraine qui engageait des



**«La neutralité n'empêche pas de faire peser une pression économique pour mettre fin à une guerre»**

réformes pour consolider ses structures démocratiques. Y retourner un an plus tard et voir un pays détruit, où tout sentiment de sécurité a disparu, est impressionnant. D'un seul coup, toutes les idées que vous avez construites durant votre vie disparaissent: non, la démocratie ne nous est pas donnée. Non, la guerre entre deux pays en Europe n'est pas une période définitivement révolue comme ma génération le pensait. C'est ce qui m'a le plus profondément frappé. Sur le plan émotionnel, j'ai vu des choses très prenantes, des bâtiments détruits par les bombardements, par les drones, les missiles. J'ai rencontré des femmes qui racontent ne pas pouvoir se protéger du froid parce que leurs maisons n'ont plus de fenêtres et les autorités locales n'ont pas les moyens de les faire réparer.

**Ce voyage suscite des critiques sur la neutralité de la Suisse. Manquez-vous de neutralité?** D'un point de vue juridique, la neutralité est la non-implication militaire dans la guerre. La Suisse était, est et continuera d'être un pays neutre. Sa neutralité est permanente. La guerre en Ukraine n'a rien changé à cela. Lors de l'invasion en Ukraine, nous avons très rapidement décidé de reprendre les sanctions de l'Union européenne, ce qui est compatible avec notre droit de la neutralité. Cette dernière n'empêche pas de faire peser une pression économique pour mettre fin à une guerre. Dire clairement que nous sommes pour les droits des citoyens, pour la liberté, pour des valeurs qui sont inscrites dans notre Constitution est un devoir.

**Envisagez-vous de vous rendre à Moscou pour contrebalancer?** Actuellement un voyage en Russie n'est pas approprié car les conditions ne sont pas remplies. Par contre, le maintien des contacts avec la Russie est nécessaire. Le mois dernier à New York, j'ai pu m'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov. Ceci déplaît à certains, mais c'est le rôle de la Suisse de conserver le dialogue, de garder la porte ouverte, d'exercer cette fonction de bâtisseur de ponts. Car un jour ou l'autre, les deux pays finiront par devoir se parler.

**Vous avez participé mardi à Berlin à la conférence internationale des experts sur la reconstruction de l'Ukraine. N'est-ce pas trop tôt pour en parler alors que les bombes tombent sur le pays?** On peut se poser légitimement la question. Qui veut investir dans un pays où la sécurité n'est pas garantie, où ce qui vient d'être bâti sera peut-être détruit demain par une bombe? En même temps, la reconstruction est l'instrument le plus puissant pour générer de l'espoir. Sans espoir, le peuple ne gagne pas. Il est important de rappeler que l'Ukraine a obtenu un statut de candidat à l'Union européenne. Cela donne des perspectives aux investisseurs. Reste à savoir comment atténuer les risques. Créer des instruments, mener des réflexions face aux enjeux fait justement partie des missions de la plateforme de coordination de la reconstruction.

**Un mot sur l'Union européenne. Etes-vous optimiste sur une reprise rapide des négociations?** Vous savez que le Conseil fédéral a défini en février son agenda et qu'en juin, il a décidé d'accélérer et d'intensifier les sondages. La décision de ne pas conclure l'accord institutionnel était en particulier liée à la question de la libre circulation des personnes et des mesures d'accompagnement sur le marché du travail. Lors des entretiens de sondage, nous travaillons, actuellement, de manière approfondie et technique sur ces éléments. Les deux parties sont convaincues que de nouvelles négociations doivent avoir une perspective de succès. Dans le même temps, la situation a changé. Le monde qui nous a accompagnés jusqu'en 2019 n'est plus le même, avec la pandémie, la guerre, la crise énergétique. La discussion sur nos relations avec l'Union européenne en est bien sûr influencée. Cela me rend optimiste car toutes ces crises démontrent que ce n'est qu'ensemble que nous pouvons les résoudre: nous faisons partie de cette famille européenne. ■